

Escalade dans le racisme d'Etat

Englué dans l'affaire Woerth / Bettencourt, dans le débat sur les retraites et dans la perspective d'une rentrée sociale chaude, le gouvernement de Sarkozy a trouvé une parade très classique : donner un nouvel essor à sa politique xénophobe. Politique xénophobe, et en même temps dirigée contre de nombreuses populations délaissées.

Les gens du voyage, dont beaucoup d'ailleurs sont de nationalité française, sont stigmatisés, et alors même que la majorité des communes, qui sont tenues de mettre en place des aires de stationnement ne le font pas et sont toujours hors la loi, le démantèlement de nombreux camps de Roms a été ordonné. Les jeunes « d'origine étrangère » ayant commis certains délits sont menacés d'être déchus de la nationalité française et de devenir ainsi apatrides. Et il est proposé que des parents de mineurs délinquants subissent de graves sanctions, dont jusqu'à 2 ans d'emprisonnement ...

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) s'associe pleinement au tollé suscité par ces mesures et projets, contraires aux principes d'égalité affichés dans la constitution française, et appelle à la manifestation prévue le 4 septembre à Paris.

Ces menaces s'ajoutent à la politique anti-immigrés en cours, notamment contre les sans papiers et contre le droit d'asile.

Le plus grave outre des projets de loi anticonstitutionnels et antirépublicains, c'est la libération et la légitimation par le plus haut niveau de l'état d'une expression raciste « décomplexée » et dont il ne faut pas douter des conséquences meurtrières. Ce discours puise sa source comme le vichysme dans une racine raciste française qui s'exprimait librement dans la littérature et la presse française d'avant guerre.

Une partie importante des activités de l'UJFP étant orientée dans le soutien au peuple palestinien pour ses droits et sa dignité, nous sommes déterminés à ce que notre engagement pour un vivre ensemble entre Israéliens et Palestiniens - dans l'égalité, la justice et la reconnaissance des droits des Palestiniens - s'applique aussi à la France. Nous ne pouvons voir les valeurs de la devise républicaine aussi ouvertement bafouées, et le pays se rapprocher en fait des régimes discriminatoires tels que celui mis en place en Israël ! Nous ne pouvons accepter de voir les méthodes et les armes policières israéliennes importées sur le territoire français alors même que nous attendons du gouvernement français qu'il rappelle à Israël les valeurs universelles inscrites dans les déclarations des droits humains et sanctionne cet Etat qui les foule aux pieds. Tout comme nous attendons de ce gouvernement qu'il respecte la Constitution et les valeurs de liberté, de justice et d'égalité qu'elle proclame.

Bureau national de l'Union Juive Française pour la Paix le 7 août 2010